

Élections Européennes 2019

Conférence à Besançon et dossier de presse du 9 mai, Jour international de l'Europe.

« DEFENDRE LES MIGRANTS, C'EST AUSSI SAUVER L'EUROPE »



L'appel pour une Europe solidaire et fraternelle favorisant la paix est entendu et partagé!

Les États Généraux des Migrations en France et leurs partenaires en Grèce, Italie, Allemagne, Belgique, Espagne, Hollande ... appellent les candidats aux élections européennes à construire une Europe digne et efficace autour de 12 engagements qui concernent, entre autres, un accueil digne, l'arrêt de l'externalisation des frontières, la suppression du Règlement de Dublin (https://eg-migrations.org/IMG/pdf/elections-ue-engagements.pdf)

Déjà, au 8 mai, 117 candidats aux élections européennes de 6 listes différentes ont signé les 12 engagements. (Liste ci-dessous dans le présent dossier).

Thierry Lebeaupin, de Assemblées Locales de Besançon, qui a contacté directement un grand nombre de candidats se réjouit : « l'engagement politique pour une Europe digne, solidaire, fraternelle dépasse donc les clivages politiques ... contrairement à ce que voudrait nous faire croire le discours dominant ! ».

Trois mouvements politiques locaux (EELV, Lutte Ouvrière, Génération.s) et un député LREM (Eric Alauzet) ont d'ailleurs participé à cet échange dans une brasserie populaire de cette ville caractérisée par sa capacité d'innovation, berceau du RMI par exemple.

Les États Généraux des Migrations appellent, dans le même esprit de tolérance non partisane, tous les candidats n'ayant pas encore signé les 12 engagements à le faire d'ici le 20 mai. La liste complète sera publiée sur le site https://eg-migrations.org

Les Préfectures ont des consignes du Gouvernement pour rendre la vie impossible aux migrants.

Dans le Doubs comme ailleurs. Les consignes sont ensuite appliquées différemment par des fonctionnaires plus ou moins zélés... Dans le Doubs, le collectif d'associations présentes membres de l'Assemblée locale (CDDLE, Ritimo,



Recidev, Vigie, Terre des Hommes CCFD, Solmiré, Ligue des Droits de l'Homme, Welcome, Mrap, ...) totalement investis dans l'accueil, la gestion d'un campement et d'un « accueil de jour », regrette la rigidité de quelques responsables préfectoraux qui créent des situations délétères inutiles.

L'association VIGIE de Besançon évoque le sort réservé aux Mineurs non accompagnés, qui, là comme dans de nombreux départements, sont remis à la rue. Dans un autre département, une femme qui dort dans la rue n'est considérée vulnérable qu'à partir de son 8ème mois de grossesse.

Pourtant, si l'humanité des politiques part en vrille, des fonctionnaires tentent de respecter les valeurs de la République et de bien faire leur mission mais ils sont mis à mal, subissent des pressions de leurs hiérarchies, perdent le sens de leur travail... Nous assistons juste à un gâchis énorme de moyens et de ressources dans les services de l'Etat. Un jeune Rom de Bosnie a pu témoigner de son itinéraire, balloté d'une décision administrative à l'autre, souvent abusives pour obtenir, in fine, 2 ans après et devant la CNDA, le statut de réfugié dont la Préfecture voulait l'éloigner.

9 mai : JOURNEE INTERNATIONAL POUR L'EUROPE.... Sauvons les migrants pour sauver l'Europe et l'esprit d'hospitalité. Christine Dennefeld, de l'Assemblée Locale de Strasbourg l'affirme : « Il n'y a pas de crise migratoire mais une crise de l'accueil en Europe. Pensée, à l'origine, comme un outil en faveur de la Paix, l'Union Européenne est devenue une machine de guerre qui offre des bateaux militaires aux pays frontaliers

pour stopper les migrations, qui favorise l'émergence de véritables camps de concentration en Libye et la recrudescence de l'esclavage. Nous devons inverser cette situation insupportable »

En fait, aujourd'hui, c'est le parti de la solidarité qui fait les gros scores dans les sondages!

Face à cet aveuglement du Gouvernement et de quelques personnalités politiques qui se concurrencent sur le champ de l'intolérance, les associations, collectivités et territoires constatent chaque jour que la population française n'est pas hostile aux migrants, bien au contraire. 34% français se disent prêts à s'engager pour aider les migrants : c'est plus que les scores des listes les plus racistes et réticentes à l'accueil des migrants !

Les migrants ne représentent que 0,2% de la population européenne.

A chaque fois que des collectivités accueillent, à chaque fois que des solutions raisonnées sont trouvées pour l'accueil, se sont de belles rencontres qui se créent, des échanges qui se nouent et des français parmi les plus inquiets qui redécouvrent la réversibilité et les atouts locaux de la solidarité!

Aujourd'hui ce sont les associations, les collectivités et territoires accueillant et solidaires qui font l'Europe, grâce à leur hospitalité quotidienne.

Ce n'est pas l'extrême droite italienne qui a rédigé la Convention de Dublin, mais la Convention de Dublin qui a enfanté Salvini! Les politiques inhumaines de l'Europe provoquent toujours plus de chaos et sont totalement improductives et dangereuses :

- Dans les pays du sud :
 - Elles donnent des moyens et des pouvoirs à des dictatures ou des bandes mafieuses qui ont désormais un vrai levier de pression sur l'Union Européenne en prenant les migrants comme otages de leurs revendications... (cas de la Libye, de la Turquie, du Maroc...)
 - o Elles ne résolvent en rien les facteurs qui poussent les migrants à partir
- Dans les pays européens
 - o Elles génèrent la peur, l'inquiétude inutile, et favorise la montée des extrémismes
 - Le mauvais accueil ne génère que des difficultés de cohésion sociale à venir (ex : ne pas prendre en charge les mineurs non accompagnés coutera plus cher en conséquence sociales qu'une réelle politique d'accueil et d'éducation digne)

La solution est Européenne et l'Europe doit être le fer de lance d'une politique pour la Paix dans le monde. La paix dans le monde passe par trois dimensions que les Etats Généraux des Migrations rappellent aux dirigeants en même temps qu'ils l'appliquent sur le terrain :

- <u>Etre accueillant.</u> « Quand on accueille bien, cela se passe bien ». C'est le leimotiv des Collectifs qui partout en Europe travaillent au quotidien auprès des migrants. Les politiques publiques doivent favoriser un accueil digne, responsable, visant la cohérence sociale.... Et c'est bientôt la Journée Mondiale du Vivre Ensemble en Paix (le 16 mai).
- <u>Etre solidaire</u>. C'est en promouvant l'égalité et la solidarité à tous les niveaux, générationnel, territorial, européen, international que nous trouverons, ensemble, les solutions pérennes. Et cette solidarité nécessite que tous les acteurs publics, associatifs, privés, citoyens... travaillent dans le même sens, mutualisent leurs moyens et soient entendus de la puissance d'Etat.
- <u>Changer l'ordre des choses et l'ordre du monde</u>. Il est urgent de s'attaquer aux facteurs qui poussent les migrants à quitter leur pays et qui les précarisent quand ils arrivent en Europe : corruption, pillage des ressources naturelles, mal-développement, exploitation des plus faibles, conditions de travail et de vie dégradantes.

Ce sont les inégalités croissantes qui génèrent les migrations subies. La paix dans le monde passe par des politiques qui visent l'égalité car l'égalité est meilleure pour tous.

C'est le dessein à venir des pays d'Europe, et de nous-mêmes, d'être les artisans de ce nouvel équilibre.

Les Etats Généraux des Migrations. Besançon, le 9 mai 2019

Contacts:

elections-ue@eg-migrations.org / Tierry Lebeaupin (Besançon): 06 42 97 24 49 / Marc Pascal (Savoie): 06 08 83 52 69

Annexes:

Calendrier non exhaustif des manifestations et évenements en France et en Europe Liste des candidats ayant signé les 12 engagements (par ordre alphabétique) Les 12 engagements

Argumentaire développé justifiant les 12 engagements.

Calendrier non exhaustif des manifestations et événements en Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Hollande, Grèce et principalement France dans le cadre des élections européennes - Avril-Mai 2019

« Sauver les migrants, c'est aussi sauver l'Europe »



13 avril. Nuit de l'Europe. Le Vigan

24 avril Rassemblement international de soutien à une famille syrienne devant la Cour Européenne des **Droits de l'Homme**. Assemblée Locale de Strasbourg, Cimade, ONG belge et ONG de 11 pays représentés.

28 avril - 8 mai

Marche solidaire pour les migrants de Vintimille à Calais (avec l'Auberge des Migrants et les collectifs qui ont suivi et accompagné la marche sur tout l'itinéraire : Roya, Oulx et Bardonneche, Briançon, Savoie, St benoit, Chalons sur Saône, Troyes, Jusqu'à Calais)

30 Avril

Table Ronde sur les Élections Européennes et les Migrations à Niort

3 mai

Etats généraux des Migrations acte II : soirée musicale, informative et solidaire à Bourg en Bresse avec Cent Toits et Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives Economiques. (19h-23h)

5 mai

L'embrassade des Peuples dans 35 villes d'Espagne. (autour/avec Finansas Eticas - détails de la campagne ici

9 mai : Europe et Migrations, Dublin et Méditerrannée. Le Mans

9 mai : « Renversons le Sommet » à Paris en même temps que des événements dans tous les pays d'Europe

9 mai : Conférence de presse nationale des Etats Généraux des Migrations à Besançon

- https://eg-migrations.org/Agenda-des-evenements
- https://eg-migrations.org/IMG/pdf/elections-ue-argumentaire.pdf

10 mai

Film sur la Roya en avant première « LA LOI DE LA VALLEE » de Nuno Escudeiro.

20h à la Maison du Barreau de Paris, avec le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Paris, La Maison du Barreau de Paris, Le Barreau Solidaire de Paris, <u>Point DuJour</u>, <u>Miramonte Film</u>, l'avocat Zia Oloumi, l'ANAFE, le Secours Catholique...

En partenariat avec <u>États Généraux des Migrations</u>, <u>LDH</u>, <u>Licra</u>, <u>Anafé</u>, <u>International Commission of Jurists</u>, <u>Alliance des Avocats</u> <u>pour les Droits de l'Homme, CCFD-Terre Solidaire, Roya citoyenne, Tous Migrants, DTC - Défends ta citoyenneté</u>

10 mai

Journée mondiale de commémoration de la fin de l'esclavage. Ce pourrait être le jour où E. Macron et les dirigeants de l'Union Européenne pourraient utilement annoncé la fin des aides honteuses aux régimes tels celui de la Libye où l'esclavage et le trafic d'humains sont au plus haut.... S'ils ne le font pas, nous espérons que les médias pourront leur rappeler....

11 mai

Étreintes fraternelles à Dax (10h30 place St Roch à Dax, avec la Cimade -le MRAP – le Mouvement de la Paix – Amnesty - CCFD Terre Solidaire-Terre Active – la Ligue de l'enseignement – l'AFL DU Marsan - la LDH - Une Ecole, un Toit, des Papiers, Pays dacquois...)

11 mai

Film sur la Roya en avant première « LA LOI DE LA VALLEE » de Nuno Escudeiro sur la Chaine parlementaire Public Sénat

12 mai. Marche pour le climat, contre le racisme et pour la justice sociale à Bruxelles.

14 mai

Film sur la Roya en avant première « LA LOI DE LA VALLEE » de Nuno Escudeiro sur Arte 23h40

15 mai

Film « Les nouveaux habitants » cofinancé par le Conseil Régional de Auvergne Rhone Alpes . 19h30 Forum Cinéma Chambéry

16 mai

Etats généraux des Migrations Acte II « On n'arrête pas un peuple qui se met à danser » 14h30 – 23h Savoie Ateliers partenariaux pour changer l'ordre des choses / Table ronde « Elections européennes et migrations » avec MC Vergiat (députée européenne sortante) et Bruno Maurel (Emmaus France) / Grande tablée et scène ouverte (chorale, danses du monde...)

16 mai Journée nationale du Vivre Ensemble en paix.

17 mai Film « Colis suspect » et débat avec des candidats cinéma Victor Hugo 20h30 Besançon

19 mai UNE Europe Pour TOUS, manifestations dans des dizaines de villes en Allemagne et en Hollande.

19 mai. Action internationale «Portes ouvertes au Parlement Européen / Portes fermées aux frontières » devant le Parlement Européen. (avec des représentants de plusieurs Assemblées locales et des partenaires européens).

21 mai **Film COLIS SUSPECT suivi d'un débat avec des candidats aux élections européennes** à la frontière italienne. Cinéma St Michel de Maurienne 20h30

25 mai **STOP Dublin : Enregistrez le droit d'asile!** Mobilisations dans de nombreuses villes françaises (Besançon, Lyon, Nantes,) Avec une manifestation centrale à Paris : départ 14h Porte de la Chapelle + Flash mob avec la CIMADE à l'arrivée République Plus d'infos sur Dublin : <u>ici</u> – conférence de presse à Paris le 15 mai.

Note : De nombreuses manifestations et événements sont également organisées par des associations, collectivités, assemblées locales.

Certaines figurent sur l'agenda des Etats Généraux des Migrations.

D'autres sont animées localement et rayonnent dans les territoires locaux.

Les initiatives sont partout et génèrent du partage et du vivre ensemble concret, efficace.... Loin des discours traumatisants générant peur et recroquevillement.

LISTE DES CANDIDATS AYANT SIGNE LES 12 ENGAGEMENTS PROPOSÉS PAR LES ETATS GÉNÉRAUX DES MIGRATIONS POUR UNE EUROPE DIGNE ET SOLIDAIRE. (AU 08.05.2019)

Par ordre alphabétique :

ACHERIAUX	Corinne	Printemps européen
AMARD	Gabriel	France Insoumise
AMOKRANE	Salah	Printemps européen
ARAMINI	Aurélien	Gauche Européenne
ARTHAUD	Nathalie	Lutte Ouvriere
AUBRY	Manon	france Insoumise
BERNARD	Nathalie	Printemps européen
BERTOLDI	Nicola	Printemps européen
BILLORE-TENNAH	Jean-Yves	Printemps européen
BINICI	Leyla	EELV
BOMPARD	Manuel	France Insoumise
BOU	jean luc	gauche Européenne
BOUTEVIN	Jean-Louis	France Insoumise
BRAUNS	Alice	Printemps européen
BRON	Paul	Printemps européen
BUSSIERE	Sophie	EELV
CAREME	Damien	EELV
CARINIO	Daniéle	Printemps européen
CASSOU	Sylvie	EELV
CHAMPIGNY	Thomas	France Insoumise
CHARAÏ	Naïma	Printemps européen
CHAVANNE	Elisabeth	France Insoumise
CONNOR	Alistair	Printemps européen
CORONADO	Sergio	France Insoumise
CREPO	Miguel Urban	Espagne
CROS	Guillaume	EELV
CUNHA	Joaa	Printemps européen
DELMON PLANTADIS	Yann	Printemps européen

DJABALI	Farid	EELV
DONTAINE	Alain	France Insoumise
DOUCET	Grégory	EELV
DUPRESSOIR	Sophie	Printemps européen
DURET PUJOL	Marie	france Insoumise
ECOFFET-CHARTIER	Sarah	Printemps européen
ESCORBIAC	Gaêtan	france Insoumise
FELIZIA	Jean Laurent	EELV
FINKELDEY	jasper	Printemps européen diem25 Allemagne
FISCHER	Karin	france Insoumise
FONROSE	Cyril	Place Publique
GARCIA-PEIRERA	Mauricio	france Insoumise
GARNEIR	Julie	france Insoumise
GARNIER	Julie	France Insoumise
GUILLET	Nicolas	France Insoumise
GUILLET	Nicolas	France Insoumise
HADDAD	Malika	france Insoumise
НАҮ	Arthur	Gauche Européenne
HELFTER - NOAH	Prune	france Insoumise
HERVIEU	Catherine	EELV
HOCINI	Pamela	france Insoumise
HOUCHARD	Marie Neige	EELV
JAMES	Edith	France Insoumise
JOUIN	Céline	Printemps européen
JUSTUM	Emma	Printemps européen
JUTEL	Elisabeth	France Insoumise
KOSMAN	Murielle	france Insoumise
LAJEANNE	William	EELV
LAMMENS	christian	EELV
LANDINI	Damien	Printemps européen
LAROCHE	frédéric	Printemps européen

LE GALL	Gilles	Printemps européen
LEGER	Céline	france Insoumise
LELANDAIS	Sandrine	Printemps européen
LIGNIERT	Anne-Sophie	france Insoumise
LUNDY	Roxane	Printemps européen
LYONNAIS	Laurence	France Insoumise
LYTWYN	Eric	france Insoumise
MAILLARD	Anna	EELV
MAMAN	Mariam	Printemps européen
MANESSE	Laurence	France Insoumise
MANTION	Coralie	EELV
MARIE	Colettte	Printemps européen
MARTINET	William	France Insoumise
MESURE	Marina	France Insoumise
MICHAUD	Isabelle	France insoumise
MONTOUT	Nadège	france Insoumise
MORIN	Astrid	france Insoumise
NAFFATI	Sonia	france Insoumise
NGANG	Landry	France insoumise
NICOLAS	François	EELV
OKSANEN	Atte	Printemps européen
PAGAN	Catherine	Printemps européen
PASTORE	Marianna	Printemps européen
PELLETIER	Anne Sophie	france Insoumise
PIC	Fabien	Printemps européen
PIGUEL-COUTARD	christine	france Insoumise
PISON	Laetitia	france Insoumise
PLIEZ	Eric	Printemps européen
POGGI AUBI	Catherine	France Insoumise
POIX	Julien	france Insoumise
RAMOS	José Antonio Jimenez	Engagement pour l'Europe - Espagne

RAUSZER	Sophie	France Insoumise
RECHER	Bastien	Printemps européen
RHANY	Slimane	france Insoumise
RIVASI	Michéle	EELV
SAINT DO	Valérie	Printemps européen
SAUBUSSE	Stéphnae	Printemps européen
SAUTS	Marie	Printemps européen
SCHNECKENBURGER	Benoit	france Insoumise
SERNE	Pierre	Printemps européen
SIVIGNON	Françoise	Printemps européen
SOILIHI	Sarah	Printemps européen
SOUM	Ouassila	France Insoumise
TESSIER	Matlhilde	EELV
THIOLLET	François	EELV
THOMAS	Isabelle	Printemps européen
TIFINE	Antoine	EELV
TIOUKA	Alexis	EELV
TOUSSAINT	Marie	EELV
TROCADERO	Emmanuelle	Printemps européen
VARASSE	Karine	France Insoumise
VARASSE	Karine	france Insoumise
VASQUEZ	Clémentine	Printemps européen
WAECHTER	Magali	france Insoumise
WYSOSINSKI	Ghislain	EELV
ZEKRI	Margaux	EELV



12 engagements pour une

politique migratoire européenne solidaire,

favorisant la paix dans le monde

- En 2017, 500 associations locales et nationales écrivent au Président de la République pour l'interpeller sur les politiques migratoires de la France et de l'UE.
- Début 2018, sans réponse, elles lancent les États Généraux des Migrations : 106 Assemblées Locales, composées de 1 600 associations locales et nationales, représentant plusieurs centaines de milliers d'adhérents, ont :
- organisé 200 rencontres dans 76 départements
- produit 87 cahiers de doléances, déposés en Préfecture et rassemblés dans un document national (éditions des Cahier de l'Inacceptable et Cahier des Alternatives)
- Le 27 mai 2018, les États Généraux des Migrations produisent un Manifeste qui :
- condamne fermement la Loi Asile et Migrations
- reconnait la pertinence des solutions d'accueil mises en œuvre dans les territoires
- propose une autre politique migratoire pour la France et l'UE

www.eg-migrations.org

Les élections européennes du 26 Mai 2019 sont l'occasion de sauver l'Europe, de redéfinir un projet humaniste et solidaire, pour réduire les inégalités et accroitre la Paix mondiale.

Tout le monde y a intérêt : que l'on soit migrant ou citoyen européen. Pour cela, les États Généraux des Migrations demandent aux candidats de mettre en œuvre, durant tout leur mandat, les 12 engagements proposés au verso.



POURQUOI ? Ou la Mémoire oubliée.

L'Union Européenne, au delà de sa dimension économique, est porteuse d'un projet de collaboration et d'ouverture entre ses pays, notamment à la suite des deux guerres mondiales qui ont engendré des millions de réfugié.e.s déplacé.e.s... Pourtant, depuis plus de 30 ans elle est devenue, par ses politiques migratoires, une région du monde qui se ferme à l'altérité, bannit le droit d'asile, favorise et finance les pires atrocités dans les pays qui la bordent (rétention arbitraire, prisons privées, développement de l'esclavage, viols, mutilations...).

Où est la mémoire ? Que sont devenus les européens eux-mêmes ?

Les migrations sont une des conséquences de l'échec de la décolonisation, de la mondialisation (pillage des ressources) et de la forte croissance des inégalités internationales.

Les solidarités nationale, européenne, internationale, qui caractérisaient l'esprit de l'UE, ne font plus partie de son projet aujourd'hui. Cela mène les pays européens et leurs populations vers des dérives racistes, égoïstes, fascisantes.

Pourtant, c'est l'Europe qui est bénéficiaire des migrations, pas les pays d'origine. A chaque fois, ce sont les pays d'accueil qui bénéficient d'impacts sociaux, économiques, fiscaux, culturels positifs... Pendant que les pays d'origine peuvent être lourdement pénalisés en subissant le départ des jeunes actifs, la fuite des cerveaux, la dévitalisation sociale locale...

LE 26 MAI 2019, N'OUBLIONS PAS :

En 1953, le Conseil de l'Europe a écrit la convention européenne des droits de l'homme : interdiction de l'esclavage et de la torture, droit à l'éducation et à la formation, liberté de réunion et d'expression... L'Union Européenne d'aujourd'hui doit assumer la responsabilité, devant l'humanité, de faire vivre cette déclaration, de l'appliquer, de la partager chaque jour et partout dans le monde.

Pour les États Généraux des Migrations, l'Union Européenne c'est une Europe solidaire, humaniste, animatrice du changement mondial, ouverte, accueillante. Ou, sinon, elle n'est pas.

Agir pour les migrant.e.s, c'est aussi agir pour les Européens. Car c'est choisir la Paix et la Fraternité dont nous avons tous besoin.

Défendre les migrants c'est aussi sauver l'Europe!

- « Quand on accueille bien, cela se passe bien. »
- « Si nous fermons la porte, c'est nous-mêmes que nous enfermons. »
- « Il n'y a pas d'étrangers sur la Terre! »

▶ 12 engagements pour une politique migratoire européenne solidaire favorisant la paix dans le monde

Promouvoir et financer uniformément au sein de l'UE, les conditions d'un accueil digne et inconditionnel et une intégration sociale et citoyenne des exilé.e.s avec ou sans papier (hébergement, nourriture, vêtement, santé, langue, accès aux droits et au travail). La stratégie des États de précariser les migrant.e.s au quotidien et de dégrader leurs conditions de vie pour les convaincre de repartir est inadmissible et constitue des freins à l'intégration, à la santé physique et psychique et à la cohésion sociale.

Assurer la protection, l'éducation, la formation des Mineurs Non Accompagnés et des Jeunes Majeurs qui arrivent en Europe. Au même titre que celles des jeunes européens.

Abroger le Règlement de Dublin et permettre le libre choix du pays où les exilé.e.s souhaitent déposer une demande d'asile, conformément à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Le règlement Dublin délèque la responsabilité de l'examen de la demande d'asile au premier pays qui a accueilli le refugié. Il confère ainsi aux pays à la frontière extérieure de l'Union Européenne, une responsabilité plus grande dans la gestion des réfugiés et déresponsabilise les pays du Nord, ce qui est source de conflits entre pays européens et favorise la montée des mouvements d'extrême droite. Le système Dublin est coûteux, absurde et inefficace, arrêtons le ballotage stressant et inutile : en 2016 la France a dû accepter le retour d'autant de migrants dublinés qu'elle en a expulsés!



Supprimer la répression, le renvoi des migrants et le renforcement des frontières et promouvoir des voies d'accès légales et sures au territoire européen pour que les personnes puissent migrer sans risquer leurs vies.

Assurer le sauvetage, la protection et la mise à l'abri inconditionnel des exilé.e.s en danger, durant leurs séjours dans les pays européens et les pays, mers ou montagnes qu'ils traversent. Conformément au code international maritime et aux valeurs du secours en montagne. Les frontières internes à l'UE doivent être démilitarisées et permettre la libre circulation des personnes au sein de l'UE, tandis que la lutte contre les réseaux de trafics humains doit être renforcée.

Harmoniser le droit d'asile par le haut, le faire respecter par chaque pays au même titre que les grands principes démocratiques que porte l'UE.

Approuver et mettre en œuvre le « Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières » et ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de l'ONU de 2003. Les pays de l'UE doivent les prendre comme références et les considérer comme obligation mutuelle. Les expliquer auprès des populations dans un effort de pédagogie pour accroître la solidarité et la fraternité.

Stopper immédiatement tout partenariat d'externalisation des frontières notamment avec les pays non démocratiques (Turquie, Libye, ...). Stopper les accords de réadmission et les chantages diplomatiques indignes. Aujourd'hui, l'UE finance 35 pays pour qu'ils retiennent, chez eux, et refoulent dans leurs pays, les personnes migrantes souhaitant rejoindre l'Europe. L'UE n'est pas regardante sur la manière dont ces pays

traitent les migrant.e.s : ces 35 pays présentent TOUS des risques élevés pour l'exercice des Droits Humains. Les migrants arrivés difficilement en Europe témoignent des sévices qu'ils y ont subis : camps sauvages sans aucune condition d'hygiène, prisons privées, camps de concentration, racket, torture pour faire payer des rançons aux familles...

Stopper la subordination de l'aide au développement, aux politiques antimigratoires imposées par l'UE aux pays d'origine. Et arrêter toutes les ventes d'armes et le soutien aux répressions des populations dans les pays que fuient et traversent les exilé.e.s. Consacrer ces budgets au développement international solidaire.

Promouvoir de réelles et ambitieuses politiques multilatérales de coopération, d'éducation et de solidarité pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable de l'ONU, pour l'application de la COP 21, pour la formation et l'éducation populaire, pour le développement démocratique, pour la réduction des inégalités, seul moyen de réduire les facteurs structurels (réchauffement climatique, corruption, autoritarisme, conflits, inégalités croissantes...) poussant les migrant.e.s à quitter leur pays.

faciliter les migrations et donner des droits aux réfugié.e.s climatiques, sanitaires et socioéconomiques qui fuient les conditions inhumaines, les inégalités, le manque de santé et d'avenir dans leur pays. Selon le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés le nombre de réfugiés climatiques (essentiellement dans les pays du Sud) sera de 200 à 250 millions d'ici 2050. Les réfugié.e.s « climatiques» et socio-économiques doivent être protégés car ils sont persécutés par des choix qui ne sont pas les leurs, mais ceux des pays et groupes qui dominent l'économie.

Protéger les personnes solidaires qui viennent en aide aux migrant.e.s, dans tous les pays membres et dans les pays tiers. Supprimer le « délit de solidarité » en tout point de l'Union Européenne.

V

Je suis CITOYEN européen Je vote le 26 mai et je demande

instamment aux candidats d'adopter les 12 engagements ci-dessus. Je signe la pétition « je suis citoyen »

www.petitions24.net/je_suis_citoyen_ europeen_je_demande_aux_candidats_ dadopter_les_12_engagements_pour_ une_europe_solidaire_et_fraternell

Je suis CANDIDAT aux élections européennes du 26 mai 2019.

Je m'appelle : J'habite en (région) :

- Je m'engage à construire une U.E digne et accueillante envers les exilé.e.s
- Je m'engage scrupuleusement à mettre en œuvre les 12 engagements sus cités, durant l'ensemble du mandat.

À: le: Signature:

A retourner à l'Assemblée Locale EGM la plus proche ou à EGM c/o Emmaüs France 47 avenue de la Résistance, 93100 Montreuil

+ Je signe les 12 engagements sur la page internet « je suis candidat » :
www.petitions24.net/je_suis_candidat_aux_elections_europeennes_et_je_mengage_a_agir_
pour_une_politique_migratoire_solidaire_et_fraternelle

Aidez-nous à diffuser ces engagements : distribuez-les durant la campagne, pendant les réunions publiques, publiez les sur vos réseaux sociaux...

• Téléchargez le 4 pages « Élections Européennes : l'argumentaire » • Utilisez les outils et kit de mobilisation sur eq-migrations.orq



Argumentaire pour aller plus loin, pour mobiliser les citoyens, pour convaincre les candidats.

Pour une politique migratoire européenne solidaire, favorisant la paix dans le monde

défendre les migrants, c'est sauver l'Europe

POURQUOI LES ÉTATS GÉNÉRAUX DES MIGRATIONS DEMANDENT AUX CANDIDATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE S'ENGAGER ?

L'Union Européenne, au delà de sa dimension économique, est porteuse d'un projet de collaboration et d'ouverture entre ses pays, notamment à la suite des deux guerres mondiales qui ont engendré des millions de réfugié.e.s déplacé.e.s... Pourtant, depuis plus de 30 ans elle est devenue, par ses politiques migratoires, une région du monde qui se ferme à l'altérité, bannit le droit d'asile, favorise et finance les pires atrocités dans les pays qui la bordent (rétention arbitraire, prisons privées, développement de l'esclavage, viols, mutilations...).

Où est la mémoire ? Que sont devenus les européens eux-mêmes ?

Les migrations sont une des conséquences de l'échec de la décolonisation, de la mondialisation (pillage des ressources) et de la forte croissance des inégalités internationales.

Les solidarités nationale, européenne, internationale, qui caractérisaient l'esprit de l'UE, ne font plus partie de son projet aujourd'hui. Cela mène les pays européens et leurs populations vers des dérives racistes, égoïstes, fascisantes.

Pourtant, c'est l'Europe qui est bénéficiaire des migrations, pas les pays d'origine. A chaque fois, ce sont les pays d'accueil qui bénéficient d'impacts sociaux, économiques, fiscaux,

culturels positifs... Pendant que les pays d'origine peuvent être lourdement pénalisés en subissant le départ des jeunes actifs, la fuite des cerveaux, la dévitalisation sociale locale...

PARCE QUE NOUS VOULONS LA PAIX ! Les élections européennes du 26 Mai 2019 sont l'occasion de redéfinir un projet humaniste et solidaire, pour réduire les inégalités et accroître la Paix mondiale, donc sauver l'Europe.

Tout le monde y a intérêt : que l'on soit migrant ou citoyen européen.

► Agir maintenant!



Téléchargez le dépliant A4 « Les 12 engagements » (pour l'imprimer, le diffuser, le distribuer...) sur www.eq-migrations.org

• Les États Généraux des Migrations ont formulé 12 engagements qui sont repris par de nombreux candidats aux élections européennes. Les candidats s'engagent auprès des EGM, auprès des Assemblées Locales ou directement sur la page internet : www.petitions24.net/je_suis_candidat_aux_elections_europeennes_et_je_mengage_a_agir_pour_une_politique_migratoire_solidaire_et_fraternelle

• Pour exprimer leurs souhaits de voir les politiques européennes évoluer vers plus de justice et solidarité, et pour soutenir les candidats qui s'engagent, les États Généraux des Migrations appellent en parallèle, les citoyens à signer la pétition : www.petitions24.net/je_suiscitoyen_europeen_je_demande_aux_candidats_dadopter_les_12_engagements_pour_une_europe_solidaire_et_fraternelle

➤ Argumentaire pour aller plus loin

Les États Généraux des Migrations, ce sont :

106 Assemblées Locales, 1600 associations locales et nationales, plusieurs centaines de milliers d'adhérents, 200 rencontres au Printemps 2018, dans 76 départements, 87 cahiers de doléances, un Manifeste national, des centaines d'événements, vidéos, articles, manifestations sur tout le territoire, édition des Cahiers de l'Inacceptable et Cahiers des alternatives.

eg-migrations.org



L'accueil et la situation des Mineur.e.s non accompagné.e.s est indigne des valeurs européennes concernant la jeunesse.

Certains jeunes exilé.e.s arrivent, seul.e.s, à 15 ans, 13 ans, voire avant. Afin d'éviter de devoir appliquer les textes concernant la protection de la jeunesse (et les charges financières qu'elle impose), de nombreuses collectivités (Conseils départementaux, notamment) limitent la reconnaissance de minorité des jeunes exilé.e.s non accompagné.e.s. Certains sont refoulés illégalement aux frontières. Les jeunes majeurs ont quasiment les mêmes besoins que les mineurs.

Les freins à l'intégration sociale doivent être systématiquement levés pour tout exilé.e avec ou sans papier.

La stratégie des États de précariser les migrant.e.s au quotidien et de dégrader leurs conditions de vie pour les convaincre de repartir est inadmissible et dangereuse pour eux et pour la cohésion sociale dans son ensemble. La discrimination par la langue freine l'intégration sociale, l'accès aux soins, à l'emploi et à la formation professionnelle. La durée des procédures de régularisation des personnes étrangères arrivant en Europe génère attente et stress dans des conditions souvent très précaires.

Complément d'information

Pour respecter les valeurs européennes de protection de l'enfance (et éviter que demain des jeunes européens soient également abandonnés et mis à la rue à leur tour), les États Généraux des Migrations demandent à

- Garantir l'accès indéfectible aux dispositifs de mise à l'abri et d'accueil inconditionnel systématique de tout jeune migrant.e ou européen.ne en détresse, en présumant la minorité, le bénéfice du doute profitant aux jeunes.
- · Interdire l'enfermement des enfants, mineur.e.s et jeunes majeur.e.s (dans les centres de rétention, commissariats, locaux de la police des frontières...) ainsi que les contrôles au faciès, (demain, ce sera au tour de qui?)
- Permettre à chaque jeune de recevoir un apprentissage intensif de la langue d'accueil, une éducation et une formation les plus complètes. Comme pour tout jeune européen.

Pour faire de l'Europe, un espace exemplaire en matière de solidarité sociale et d'accueil bénéfice de toutes les personnes vulnérables, étrangères et européennes, les États Généraux des Migrations demandent à l'UE de :

- Valoriser la diversité-richesse culturelle qu'apportent les exilé.e.s dans la société d'accueil
- Garantir un accueil d'urgence inconditionnel (hébergement d'urgence, nourriture, vêtement, hygiène, traduction...) et l'accès aux soins de santé pour tout exilé.e. avec ou sans papier.
- Faciliter l'accès à l'emploi des migrant.e.s, dès leur enregistrement dans le pays, en élargissant fortement la reconnaissance des diplômes, en renforçant l'apprentissage de la langue ...
- Garantir la possibilité des regroupements familiaux
- Donner le droit de vote aux étranger.e.s dès qu'ils vivent et paient des impôts dans un pays membres de l'UE.
- Garantir l'accès à l'ouverture d'un courant bancaire (pour faciliter l'intégration sociale et professionnelle) en Interdisant aux banques la possibilité de la refuser.
- Reconnaître, inciter les initiatives citoyennes qui renforcent les politiques publiques d'accueil et d'intégration des exilé.e.s.. Encourager l'entraide citoyenne et fraternelle par des dispositifs fiscaux et des politiques publiques concertées. Supprimer le «délit» de solidarité pour les personnes venant en aide aux migrant.e.s en tout point de l'UE et sans considération pour les frontières nationales.

La Fraternité fait partie des valeurs européennes et de la Constitution française (rappelée en juillet 2018 par le Conseil Constitutionnel) : faisons-la vivre !

Voir engagements candidats 1, 2 et 12.

2. Pourquoi les EGM appellent à ouvrir le droit d'asile aux réfugiés climatiques et économiques

Le réchauffement climatique touche, dès aujourd'hui, les sociétés, l'environnement et la biodiversité.

Il provoque l'augmentation des catastrophes naturelles, la hausse du niveau des mers et la raréfaction des ressources en eau potable, poussant des hommes et des femmes à quitter leurs domiciles. On estime le nombre de réfugié;e.s climatiques, dans le monde, à 23 millions pour 2016 (selon Oxfam) et 200 à 250 millions d'ici 2050 (selon le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés). Les migrations climatiques existent aussi en Europe : elles s'effectuent sur de faibles distances à l'intérieur des frontières de l'UE sous le coup des sécheresses et inondations.

On rappelle que 71% des émissions mondiales de CO2 sont produites par 25 multinationales (Carbon Disclosure Project). C'est probablement

parce que l'UE et ses pays membres ne veulent pas reconnaitre pleinement leurs responsabilités qu'ils accusent de plus en plus durement les flux migratoires, et cherchent à les limiter. Au lieu de chercher les causes réelles de ces dérèglements et déséquilibres, accuser lâchement les migrants est plus facile et détourne l'attention!

Le citoyen européen est trompé, rétablissons

La Convention de Genève définit le réfugié comme victime d'une persécution dans son pays. Les réfugié.e.s climatiques, socioéconomiques et sanitaires doivent être défendu.e.s au même titre car ils subissent également une persécution issue de choix à la fois politiques et économiques fait par



Actions concrêtes

Pour prendre en compte les réalités climatiques et socioéconomiques qui poussent des migrant.e.s à quitter leur pays et pour corriger un système qui pénalise aussi un grand nombre d'Européens défavorisés, les États Généraux des Migrations demandent à l'UE de :

- Changer le système économique pour sauver le climat et réduire les inégalités : le réchauffement climatique et les migrations climatiques sont aussi imbriqués que le sont la croissance des inégalités internationales et les migrations économiques. Pour cela, il faut réorienter totalement les politiques européennes de fond, environnementales, énergétiques, sociales et économiques, vers plus d'égalité, de sobriété, de respect inconditionnel du vivant.
- Reconnaitre le statut de réfugié.e climatique, élargir les critères définis par la convention de Genève. Abolir la distinction entre réfugié politique et économique
- Anticiper : Il est indispensable d'intégrer le scénario inéluctable des migrations climatiques, politiques, socio-économiques les politiques économiques, éducatives et culturelles actuelles de l'UE et ses coopérations multilatérales

Ouvrons les yeux : les luttes contre le changement climatique, contre les inégalités et la justice sociale pour tous sont indissociables.

Voir engagements candidats 10 et 11.

3. Pourquoi les EGM appellent à renforcer la solidarité européenne entre pays membres et à abroger le réglement de Dublin

Aujourd'hui, les exilé.e.s ne peuvent pas choisir le pays dans lequel ils souhaiteraient demander l'asile. En effet, le Règlement dit «de Dublin» prévoit qu'une demande d'asile doit être examinée dans le premier pays européen où les empreintes du demandeur d'asile ont été prises... et elles le sont de façon plus ou moins forcée sans information des migrant.e.s. Le règlement de Dublin n'est pas une politique d'asile, c'est un système qui permet aux pays du nord de l'Europe de renvoyer les demandeurs d'asile, essentiellement dans les pays du sud de l'UE. Lesquels doivent assumer, seuls, la gestion du plus grand nombre de demandes d'asile. C'est l'exact contraire d'une solidarité européenne!

La responsabilité de l'UE est ainsi clairement engagée dans la montée de la xénophobie: Seuls face à des arrivées qui devraient être gérées à échelle européenne, les États frontaliers du sud sont montrés comme des pays qui seraient noyés sous les flux migratoires, alimentant les fantasmes d'invasion et les discours de repli.

Le système Dublin est une machine à produire de l'injustice et à expulser les migrants, en opposition au droit d'asile : Selon la nationalité des demandeurs d'asile. la probabilité d'être reconnu réfugié.e et d'être protégé.e va du simple au double, selon le pays européen qui a instruit sa demande. En utilisant cette procédure Dublin, les États renvoient des demandeurs d'asile vers les pays d'arrivée en fermant les yeux sur les expulsions que ceux-ci pratiquent alors vers des destinations à haut risque comme le Soudan, l'Afghanistan, la Guinée, la République Démocratique du Congo... où la vie des exilé.e.s peut être lourdement menacée.

Le système Dublin est coûteux, absurde et inefficace : Des millions d'euros sont dépensés chaque année par les États pour contrôler leurs frontières et se renvoyer les demandeurs d'asile qui sont ballotés d'un pays à l'autre pendant des mois. En France en 2016, il y a eu autant de « Dublinés » renvoyés que de « Dublinés réadmis » depuis d'autres pays. Quel est donc l'intérêt? (voir www.stopdublin.eu)

Le système Dublin créé de la précarité : Aujourd'hui, les migrants "dublinés" font souvent l'objet de mesures punitives pour les forcer à accepter leurs transferts. Un grand nombre de migrants dublinés ne sont pas acceptés, sont refoulés, par les pays voisins et sont contraints de revenir en France pour des raisons sociales, politiques, linguistiques. Ces migrants dublinés, ballotés, sont souvent privés, selon les pays, régions, départements, des conditions matérielles d'accueil et de ressources, remis à la rue (y compris mineurs). Profondément exclus, bannis, isolés, ils sont confrontés à de graves problèmes de santé physique ou psychologique.

Pour respecter l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme (liberté de quitter son pays et de choisir le lieu de sa résidence) et stopper le renvoi des migrant.e.s d'un pays à l'autre, les E.G.M demandent à l'UE de :

- · Abroger le Règlement dit de Dublin
- Transférer les moyens financiers dépensés dans l'application du Règlement de Dublin pour financer une véritable d'accueil homogène au sein de l'UE.

Voir engagements candidats 3, 6 et 7.

Un repère positif pour l'U.E: le « Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières » signé par 150 pays en décembre 2018

Ce Pacte (dit « de Marrakech ») est un accord qui relève du « droit souple » (non contraignant), du même type que la COP 21. C'est un texte incitatif qui fixe des objectifs pour gérer avec respect les migrants et les flux de migrations, détermine que la répression n'est pas la solution, que la rétention est l'ultime moyen... Il inclut parmi ses objectifs la lutte contre les problèmes structurels qui poussent les migrants au départ. La bonne nouvelle c'est que 150 pays sur les 193 membres de l'ONU l'ont signé. La mauvaise nouvelle, c'est que 10 des 15 pays qui ne l'ont pas approuvé sont des pays membres de l'UE! L'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Lettonie se sont carrément retirés du processus en décembre. La Bulgarie, l'Italie, la Slovénie, l'Estonie (et la Suisse) souhaitent organiser des consultations internes préalables.

- · Ce Pacte Mondial est un premier acte visant à créer un ordre nouveau pour donner toute sa place aux exilé.e.s, quelles que soient les raisons de leurs déplacements. Il doit être approuvé par l'UE comme référence de base et obligation mutuelle MINIIMALE entre tous ses membres.
- Il doit être expliqué, traduit, auprès des populations dans un effort de pédagogie pour accroitre la solidarité et la fraternité.

4. Pourquoi les EGM appellent à arrêter immédiatement la chasse aux migrant.e.s et la guerre sur les frontières

Sur les frontières extérieures à l'UE, et principalement en Méditerranée, les dirigeants de l'UE et des pays membres ont pris des mesures pour bloquer les entrées afin de limiter les arrivées d'exilé.e.s:

- Renforcement des capacités des garde-côtes et gardes-frontières des pays voisins pour qu'ils interceptent les exilé.e.s et les emprisonnent dans leur pays;
- Entrave aux opérations de sauvetage des ONG;
- De nombreux pays (dont la France) refusent réqulièrement aux ONG le droit d'accoster;
- Les navires de sauvetage transportant des rescapés de camps de tortures, de travaux forcés et des victimes de guerre attendent des semaines pour pouvoir accoster et que leurs passagers aient accès à une assistance vitale, aucun pays n'a voulu donner un pavillon à l'Aquarius...

Sur les frontières internes à l'UE (notamment sur les massifs montagneux comme les Alpes), des gouvernements appliquent une politique migratoire répressive : reconduction manu militari et illégale, de la France en Italie par exemple, de mineurs isolés et de personnes évoquant leur souhait de demander l'asile, abandon de personnes dans des conditions hivernales pouvant entrainer des blessures, des amputations ou la mort ; traques à l'homme, violences verbales et physiques, délit de faciès sur des exilés ; vols d'argent liquide et téléphone, destruction de papier d'identité... Cette répression est une atteinte aux droits fondamentaux.

Sur le front des mers du Nord : Les autorités françaises collaborent avec les Britanniques dans leur politique migratoire sélective et répressive, pour empêcher les passages et surveiller les plages et les ports. Elles ont accepté l'externalisation de la frontière britannique sur le propre territoire français, générant les camps et bidonvilles sur Sangatte, puis Calais, Grande Synthe... Ces politiques de blocage des frontières encouragent le trafic d'êtres humains et les agissements criminels des passeurs. Elles obligent des êtres humains à survivre dans des conditions inhumaines et/ou à prendre des risques de plus en plus grands. Elles mettent en danger la paix sociale Incale

Si des membres des forces de l'ordre font parfaitement et humainement leur travail, d'autres sont passibles de « mise en danger de la vie d'autrui ». Les politiques de répression et ceux qui les ont votées, dans tous les parlements, en sont également responsables.

Pour inverser la répression démesurée sur les frontières et dégager des moyens humains et financiers pour les politiques sociales justes et solidaires, profitant à tous les européens et leurs partenaires, les États Généraux des Migrations demandent à l'UE de :

- Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour que tous les naufragé.e.s en mer, en montagne puissent être secouru.e.s et débarqué.e.s, inconditionnellement et conformément au code international maritime et/ou valeurs du secours en montagne
- Démilitariser les frontières internes à l'UE et permettre la libre circulation des personnes au sein de l'UE.
- Combattre et punir sévèrement les violences policières et militaires, les actions de traque, les actes de harcèlement sur les migrants
- Mettre fin à l'externalisation de la frontière britannique sur le territoire français et engager des négociations pour que la Grande Bretagne fasse partie d'une politique migratoire d'accueil à échelle européenne.
- Renforcer la lutte contre les réseaux de trafics humains
- Transférer les fonds actuellement destinés à la militarisation et à la répression pour financer une politique d'accueil aux frontières digne des valeurs européennes concernant le respect des droits humains et du droit d'asile.

concrêtes

Voir engagements candidats 4 et 5.

5. Pourquoi les EGM appellent à supprimer immédiatement et radicalement l'externalisation des frontières de l'UE

Depuis 2000, l'UE a inventé du concept « d'émigration illégale », et progressivement, a fermé les frontières des pays du Sud et de l'Est en finançant surveillance et contrôle de leurs frontières, a créé des centres de tri et de rétention, a poussé des pays à criminaliser des migrants, a obligé des pays à signer des accords obligatoires de réadmission des migrants, a subordonné l'aide au développement à ses objectifs anti-migratoires ...

Aujourd'hui, l'UE finance 35 pays (qu'elle considère comme prioritaires, comme la Turquie, la Libye, le Maroc, le Niger...) pour qu'ils stoppent, chez eux, retiennent et refoulent dans leurs pays, les personnes migrantes souhaitant rejoindre l'Europe. L'UE n'est pas regardante sur la manière dont ces pays traitent les migrants : sur ces 35 pays, 17 (48%) ont un gouvernement autoritaire ; 4 seulement peuvent être considérés comme démocratiques ; 35 (100%) présentent des risques extrêmes ou élevés pour l'exercice des Droits Humains.

Aujourd'hui, l'UE est responsable (parce que commanditaire) de la dégradation insoutenable de la situation des exilé.e.s: camps sauvages sans aucune condition d'hygiène, prisons privées et des véritables camps de concentration, trafics d'êtres humains, viols et esclavage, racket et systèmes mafieux utilisant la torture pour faire payer des rançons aux familles.... Les migrant.e.s arrivé.e.s difficilement en Europe racontent et montrent la cicatrice des tortures.

Aujourd'hui, l'UE fait comme Trump: Au mur que ce dernier veut construire sur la frontière mexicaine correspond le mur épais et sournois que l'UE a érigé à la frontière des pays au sud de la Méditerranée. Aux 40 000 disparus en Amérique centrale répondent les 30 000 disparus en Méditerranée et les 30 000 disparus dans le Sahara. Aujourd'hui, l'UE c'est Ponce Pilate: elle n'aurait pas de crimes racistes, fascistes sur les mains, elle les fait accomplir par les autres.

En 15 ans, l'UE a dépensé 13 milliards, au moins, pour « sauvegarder » ses frontières (expulsions, murs, « subventions » données aux pays voisins...). Dans le même temps, les migrants ont dû, sans cesse, payer plus chers les réseaux de passeurs (entre 10 et 16 milliards) et prendre des risques de plus en plus importants. Cette politique d'externalisation des frontières alimente donc les réseaux mafieux et met en danger les humains. Les dirigeants européens (dans les pays membres, au Parlement Européen/ Strasbourg, à la Commission Européenne/Bruxelles...) en sont redevables.

Par ailleurs, encourager les pays voisins à faire toujours plus de répression sur les migrants pour les décourager de venir en Europe, permet aux pays de l'UE de **vendre toujours plus d'armes aux pays du Sud....** La boucle est ainsi bouclée de manière sordide.

Pour stopper toute forme d'externalisation des frontières et leurs conséquences inhumaines, générant des drames humains et sociaux, et pour créer un climat de paix qui profitera à tous les européens, les États Généraux des Migrations demandent à l'UE de :

- Interdire aux pays européens et à l'UE de négocier des accords de rétention ou réadmissions des migrant.e.s avec des pays quels qu'ils soient. Et encore plus fortement avec tout pays pratiquant la torture et le trafic d'êtres humains;
- Renforcer l'engagement politique et financier de l'UE et de tous ses membres pour la coopération multilatérale, pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable de l'ONU, pour l'application de la COP 21, pour la formation et l'éducation populaire, pour le développement démocratique, pour la réduction des inégalités, seuls moyens de réduire les facteurs structurels (réchauffement climatique, corruption, autoritarisme, conflits, sous-développement...) poussant les migrant.e.s à quitter leur pays.
- Remplacer tous les accords de subordination de l'aide de l'Europe à ses objectifs anti-migratoires par des politiques de coopération, d'éducation, de solidarité (comme la généralisation d'un Service Civique pour les jeunes des pays d'origine par ex.)
- Arrêter toutes les ventes d'armes et de répression des populations aux pays que fuient et traversent les exilé.e.s. Consacrer ces budgets au développement des échanges solidaires entre collectivités ici et làbas, créant une réelle fraternité entre les peuples.
- Respecter et faire respecter l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme par tous les pays.

Voir engagements candidats 8, 9 et 10.

▶ Boîte à outils des États Généraux des Migrations





Associations, collectifs, Assemblées locales, Citoyens: Aidez-nous à diffuser ces engagements: distribuez-les durant la campagne, pendant les réunions publiques, publiez-les sur vos réseaux sociaux...Animez des débats avec les candidats, invitez les médias à écouter des témoignages de migrants dans votre cité... Faites signer les 12 engagements pour les candidats de votre région.

D'autres outils sont disponibles dans la boite à outils « Élections Européennes » sur le site eq-migrations.org